

BUENAVENTURA, UN LONG CHEMIN VERS LA PAIX

**PARCE QUE LA FIN DU CONFLIT ARMÉ
NE SIGNIFIE PAS LA FIN DU CONFLIT.**

SEMER UNE CULTURE
DE PAIX SUR DES TERRES
DE VIOLENCE

SOMMAIRE

Présentation	5
Introduction	8
1. Accord de paix : aperçu de sa mise en œuvre	10
2. Situation actuelle des enfants colombiens	21
3. La guerre est de retour en Colombie et plus particulièrement à Buenaventura	25
4. Situation des enfants de Buenaventura après la signature de l'accord	31
5. Les enfants et les jeunes, promoteurs des droits et de la culture de la paix, à Buenaventura	37
6. Recommandations	43
Les organisations partenaires	48



COPETE
ALCALDE
2019
AICO
Con Cope
GANAMOS T

MINUTOS
CLINICA
NO
CLINICA
FLEJO



Présentation

En 2019, le **30^e anniversaire** de la promulgation de la **Convention relative aux droits de l'enfant** est l'occasion pour les gouvernements signataires, les organismes multilatéraux et diverses organisations de la société civile de tirer le bilan de son application dans le monde. Ils ont ainsi identifié d'importantes réussites mais également des défis majeurs pour le respect des droits de l'enfant en raison de différents facteurs persistants tels que l'extrême pauvreté, les inégalités, les exclusions, les violences multiples, le trafic de drogues, les conflits armés, le changement climatique ou la destruction de la nature.

Trente ans après la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant en 1989, des progrès ont été constatés en matière de santé, d'éducation et de bien-être des enfants. Pourtant, pour de trop nombreux enfants, les promesses de la Convention ne sont toujours pas tenues. Plus de 5 millions d'enfants de moins de cinq ans continuent de mourir chaque année de causes évitables ; 60 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés ; 150 millions de jeunes enfants souffrent des conséquences physiques et mentales de la malnutrition chronique. En premier lieu, il faut veiller à ce que tous les enfants voient des améliorations dans les secteurs où des progrès significatifs ont été réalisés, tels que la survie infantile, la santé et la nutrition, ainsi que l'éducation de base. Le deuxième défi exige de se concentrer sur les domaines où il y a eu le moins de progrès et où de nombreux gouvernements n'ont pas encore traduit la vision de la Convention en politiques ou en actes, à savoir l'éradication de la violence contre les enfants et la protection de leurs droits civiques et politiques.¹

¹ Rapport Une deuxième révolution. 30 ans de droit de l'enfant et un programme inachevé. Child Rights Now! Une initiative de Joining Forces. Juin 2019. <https://child-rights-now.org/wp-content/uploads/2019/06/Une-deuxieme-revolution-FR.pdf>

Ce défi suppose un appel mondial à redoubler d'efforts pour assurer la pleine application de la Convention et de ses trois protocoles facultatifs. La Fédération Internationale Terre des Hommes, qui comprend Terre des Hommes France, Terre des Hommes Suisse et Terre des Hommes Allemagne, a mené diverses actions et campagnes internationales dans le cadre de l'anniversaire de la Convention.



Il en va de même en Colombie où des mesures sont prises par divers secteurs pour célébrer le 30^e anniversaire de la Convention. Parmi elles figure la Campagne intitulée « Las Niñas y los Niños PAZamos adelante » («*Les enfants, nous passons devant*») et élaborée par un groupe d'organisations de la société civile², dont Taller Abierto et la Fédération internationale Terre des Hommes. Cette campagne a pour objectif « de générer des opérations de mobilisation sociale et de visibilité de la situation des enfants et des adolescents dans le pays à travers des actions de promotion de leurs droits, en plaçant au cœur du débat public national l'importance de la défense et de la protection de leurs droits au-dessus de ceux de toute autre population, comme indiqué dans la Constitution colombienne de 1991³.

Les droits fondamentaux des enfants sont : la vie, l'intégrité physique, la santé et la sécurité sociale, une alimentation équilibrée, leur nom et nationalité, le fait d'avoir une famille et de ne pas en être séparé, les soins et l'amour, l'éducation et la culture, les loisirs et la libre expression des opinions. Ils doivent être protégés contre toute forme de négligence, de violence physique ou morale, d'enlèvement, de vente, d'abus sexuel, d'exploitation professionnelle ou économique et de travail dangereux.

Article 44 – Constitution colombienne de 1991



Dans ce contexte, Taller Abierto, Terre des Hommes France, Terre des Hommes Suisse et Terre des Hommes Allemagne cherchent à contribuer à la réalisation de l'objectif mentionné précédemment. Ces organismes analysent la situation des droits des enfants et adolescents à Buenaventura, en lien avec les défis et progrès résultant de la lente mise en place des accords conclus entre la population et le gouvernement national après la grève civique de 2017 – qui avait réuni un large groupe d'organisations de la société civile du district de Buenaventura – ainsi que les complexités de la réalité colombienne. Complexités qui ont principalement trait à la mise en œuvre de l'accord de paix final entre le gouvernement et les FARC-EP⁴, la persistance du conflit armé et les multiples formes de violence.

Le rapport « *BUENAVENTURA, UN LONG CHEMIN VERS LA PAIX : parce que la fin du conflit armé ne signifie PAS la fin du conflit. Semer une culture de paix sur des terres de violence* » montre la situation difficile des enfants et des jeunes de Buenaventura et les actions que des organisations comme Taller Abierto, de concert avec Terre des Hommes, ont développées pour semer une culture de paix permettant la pleine application des droits humains pour la population en général et la construction d'environnements protecteurs pour les droits des enfants, des jeunes et des femmes.

² Organisations participant à la campagne : Asociación Colectiva de Objetores y Objetoras de Conciencia ACOOC, Asociación ASOAFRO, Asociación Juvenil de Arte Social Vídeos y Rorros, Asociación Campesina de Antioquia ACA, Asociación Centro Nacional de Salud, Ambiente y Trabajo Agua Viva – CENSAT Agua Viva, Asociación Santa Rita para la educación y la promoción – FUNSAREP, Asociación FIAN Colombia, Asociación Defensa de Niñas y Niños Internacional DNI – Colombia, Antorchas No Violentas, Benposta Nación de Muchach@s – Colombia, Casita de Niños, Centro Cultural Comunitario las Colinas – CECUCOL, Colectivo Barrios del Mundo, Corporación ORIAN, Corporación Platóhedro, Coalición contra la vinculación de niños, niñas y jóvenes al conflicto armado en Colombia COALICO, Corporación Vínculos, Corporación Convivamos, Comisión Intereclesial de Justicia y Paz – Justicia y Paz, Corporación Centro de Atención Psicosocial – CAPS, Fundación Paz y Bien, Fundación del Sur Oriente y Macizo Colombiano – FUNDESUMA, Fundación Creciendo Unidos, Fundación para la Defensa de la Madre Tierra – FUNMATI, Fundación por el Medio Ambiente y la Paz en Colombia – FUMPAZ, Pensamiento y Acción Social P.A.S., Taller Abierto – Centro de Promoción Integral para la Mujer y la Familia, Taller PRODESAL, Tierra de Paz, Unidad de Organizaciones Afrocaucanas – UOAFROC, Fédération internationale Terre des Hommes

³ COMMUNIQUÉ CONJOINT « Lancement de la Campagne pour les 30 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant en Colombie : "Las Niñas y los Niños PAZamos adelante" Colombia », 16 août 2019

⁴ Les FARC-EP : Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple, qui sont devenues un parti politique appelé Force Alternative Révolutionnaire Commune (la FARC).



Introduction



Le rapport « *BUENAVENTURA, UN LONG CHEMIN VERS LA PAIX : parce que la fin du conflit armé ne signifie PAS la fin du conflit. Semer une culture de paix sur des terres de violence* » s'inscrit dans la continuité du rapport « *Colombie, un long chemin vers la paix. Pour le respect des droits des femmes, des jeunes et des enfants à Buenaventura* ». Publié en 2017, il offre un aperçu des principales violations des droits des enfants, des jeunes et des femmes à Buenaventura dans un contexte à l'époque marqué par l'application de l'accord de paix entre le gouvernement colombien

et les FARC-EP. Ce rapport se propose également de mettre en évidence les processus de résistance des femmes et des jeunes ainsi que la contribution des organisations de la société civile à l'obtention de la paix face à la lutte historique pour le contrôle du territoire entre groupes armés et criminels associés au trafic de drogues.

Pour sa part, ce rapport se concentre sur l'observation actualisée de la situation dans le district de Buenaventura suite à l'émergence de nouvelles dynamiques socio-politiques en Colombie après la signature de l'Accord final pour la cessation du conflit et la construction d'une paix stable et durable. **Ce deuxième rapport présente la situation actuelle des enfants et des jeunes après la signature de l'accord de paix. Il explique aussi de quelle manière, pour la population de Buenaventura, cette signature signifie seulement la mutation de l'affrontement dans la ville, secouée par de graves conflits sociaux et toujours marquée par une dynamique du conflit armé, malgré son emplacement dans un district géographique et biologique privilégié où passent près de 60 % des biens qui entrent et sortent du pays, ainsi que ses importantes contributions à l'économie.** Cela s'explique par les lacunes consécutives à la mise en œuvre de l'accord de paix, dont le résultat à Buenaventura est contraire aux attentes initiales.

Le rapport se divise en deux parties, la première procède à une brève évaluation de la mise en place de l'Accord final pour la cessation du conflit et la construction d'une paix stable et durable, et offre quelques données pertinentes pour comprendre la situation des enfants colombiens. La deuxième partie décrit la situation actuelle des enfants et des jeunes à Buenaventura dans le cadre de la mise en oeuvre territoriale de l'accord final et des accords issus de la grève civique de 2017. Dans cette même section, sont présentés quelques-uns des résultats du travail effectué par Taller Abierto avec de jeunes promoteurs de la paix. Le rapport se termine avec plusieurs recommandations aux autorités, à la communauté internationale et aux organisations sociales.

Nous espérons que ce rapport permettra non seulement de mettre en lumière un problème, mais aussi d'aider les différents acteurs chargés de garantir les droits à coordonner leurs efforts à différents niveaux afin d'assurer la pleine application de la Convention relative aux droits de l'enfant, de surmonter la grave crise humanitaire dans le district et d'améliorer les conditions de vie de la population de Buenaventura en général. En dépit des difficultés d'exécution de l'accord final, la paix est le meilleur moyen d'éviter un retour à une guerre totale.



1. Accord de paix⁵ : aperçu de sa mise en œuvre

Le 4 septembre 2012, les FARC-EP et le gouvernement colombien s'assoient à la table des négociations à La Havane. Après quatre ans de dialogue, ils parviennent à la **signature de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, qui a mis fin à une lutte de plus de 60 ans avec cette guérilla**. Malgré les difficultés rencontrées tout au long du processus, de la phase de dialogue, à l'approbation de la teneur de l'accord, en passant par sa mise en œuvre, cette signature représente un changement historique pour la Colombie.



L'accord final reconnaît que⁶:

- La construction de la paix concerne l'ensemble de la société et exige la **participation de tous**, sans distinction, y compris d'autres organisations de guérilla invitées à se joindre à cet effort de paix.
- Le **respect des droits humains** dans tous les confins du territoire national est une finalité que l'État doit promouvoir.
- Le **développement économique dans le respect de la justice sociale et en harmonie avec l'environnement** est une garantie de paix et de progrès.
- Le **développement social dans l'équité et le bien-être**, y compris pour le plus grand nombre, permet le développement du pays.

Selon l'Institut KROC, qui fait partie de l'un des mécanismes de suivi de l'accord, *« sur les 578 points qui le composent, seuls 23 % avaient complètement progressé au premier trimestre 2019, les autres ont connu des retards dans leur mise en place ou un développement lent tant au niveau législatif qu'au niveau de l'application territoriale »*.⁷

⁵ D'après le rapport : « Colombie, un long chemin vers la paix. Pour le respect des droits des femmes, des jeunes et des enfants à Buenaventura. » Taller Abierto, Terre des hommes France & Suisse - 2017: « Depuis 1950, la Colombie est plongée dans un conflit armé lié aux injustices sociales et aux mécanismes d'exclusion provoqués par l'iniquité de la répartition des terres, la fréquente répression de toute option politique et sociale alternative et la concentration du pouvoir entre les mains de l'oligarchie économique et politique. L'opposition entre les guérillas, les milices paramilitaires et l'armée, l'émergence du trafic de drogues dès les années 1970 et l'apparition de nouvelles bandes criminelles suite à la démobilisation des paramilitaires en 2005 ont généré une intensification de la violence sur tout le territoire, faisant plus de 7,9 millions de victimes, 6,9 millions de déplacés et 260 000 morts, dont 80 % de civils. Les communautés afro-colombiennes et autochtones ont été particulièrement touchées. »

⁶ Consulté le 10 octobre 2019 sur -<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/acuerdo--general/Paginas/inicio.aspx>.

⁷ Emission de radio EN LA OREJA INTERNACIONAL. 28 juin 2019. PRESENZA INTERNACIONAL. AGENCIA DE NOTICIAS POR LA PAZ Y LA NO VIOLENCIA. Lien vers l'émission de radio : <https://www.presenza.com/es/2019/07/presenza-internacional-en-la-oreja-28-06-2019-especial-paz-en-colombia/>

Bilan succinct de la mise en œuvre entre 2017 et 2019 :

L'un des facteurs qui a le plus influencé la mise en œuvre de l'accord final a été le changement de gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2014 et 2014-2018) à Iván Duque (2018-2022), alors membre de l'opposition. Cette passation de pouvoir a entraîné la modification du nom et des fonctions du Ministère pour la paix, désormais appelé Ministère présidentiel pour la consolidation et la stabilisation⁸. Le Plan national de développement 2018-2022 – « Pacte pour la Colombie, Pacte pour l'Équité » – comprenait des articles dont l'interprétation a conduit à des réformes de l'accord final, auxquelles il faut ajouter l'assassinat de dirigeants, leaders sociaux, défenseurs des droits humains et anciens combattants. Dans ce contexte, Carreño (2019) affirme ce qui suit :

« Les difficultés considérables que pose la mise en œuvre des accords de paix et la lenteur de leur application commencent à devenir un risque sérieux qui menace leur viabilité. Preuve en est l'attaque systématique dont a été victime la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), principalement de la part de secteurs liés à l'ancien président et actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, et l'opposition du président Iván Duque à plusieurs articles de la loi qu'elle régleme, ce qui met en péril la stabilité de l'un des piliers des accords de paix conclus avec les FARC-EP.⁹ »

« A cela s'ajoute la persistance de violents affrontements dans de nombreux territoires où le conflit armé n'a rien perdu de son intensité et est mené par des dissidents de divers fronts qui n'ont pas déposé les armes dans cette guérilla. Ces affrontements s'expliquent par la présence d'acteurs armés comme l'Armée de libération nationale¹⁰ (ELN) ou les groupes post-démobilisation des Autodéfenses Unies de Colombie qui ont constitué des bandes émergentes et des groupes néo-paramilitaires, qualifiés de successeurs des organisations paramilitaires dans l'accord final.¹¹ »

⁸ D'après Carreño (2019) « le Conseil supérieur pour l'après-conflit, rebaptisé Conseil présidentiel pour la stabilisation et la consolidation, témoigne de l'intention de changer les récits du conflit armé et du processus de paix, comme ce fut le cas avec la nomination au Centre national de la mémoire historique de Dario Acevedo, qui a soutenu qu'il n'y avait pas de conflit armé interne en Colombie mais plutôt un problème délinquant et narco-terroriste » (p.29). Narrativas antimilitaristas de la objeción de conciencia en Colombia. Université pédagogique nationale, Faculté des sciences humaines, Département des sciences sociales.

⁹ Ibid., p. 29.

¹⁰ En 2017, le gouvernement national a entamé des pourparlers de paix à Quito, en Equateur, avec l'ELN, un processus qui, à l'époque, avait été critiqué pour la lenteur des progrès dans l'adoption d'un programme de négociation. Ce processus a été tronqué par le changement de gouvernement en raison de l'opposition de l'actuel président Iván Duque (2018-2022) à la solution négociée avec ce groupe – puis par l'attentat à la voiture piégée contre l'Ecole de police Santander dans la ville de Bogota en janvier 2019.

¹¹ Ibid., p. 29.

Point 1 RÉFORME RURALE INTÉGRALE



Face à la Réforme rurale intégrale, les progrès réglementaires et législatifs ont été lents, mais il est nécessaire d'avancer dans la mise en œuvre territoriale de cette réglementation, principalement en ce qui concerne la **réalisation d'un cadastre rural** pour déterminer la propriété et l'utilisation de la terre. De même, il est indispensable de progresser dans la **délivrance de titres fonciers**, notamment pour les communautés ethniques, les femmes victimes et les ex-combattants, ce qui implique d'accroître la coordination interinstitutionnelle et de privilégier des avancées plus importantes dans les **processus de restitution des terres** et dans les **Plans de développement territorial** (PDT) qui ont généré une large participation sociale et politique.¹²

Point 2 PARTICIPATION POLITIQUE : OUVERTURE DÉMOCRATIQUE POUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

Les progrès sont manifestes dans le développement des droits et garanties pour l'opposition, ainsi que la participation politique avec l'approbation du Statut de l'opposition par le biais de la procédure législative spéciale pour la paix. Il existe également des garanties pour la participation des citoyens, la représentativité électorale et l'augmentation du nombre de représentants de la société civile. En outre, le parti politique des FARC s'est vu octroyer un représentant au sein du Conseil national pour la paix, la réconciliation et la coexistence (CNPRC).

Cependant, l'Institut Kroc prévient que : « *Les indices de violence politique et sociale, de polarisation et de stigmatisation pendant la période électorale de 2019 peuvent affecter les niveaux de participation dans la mesure où il n'existe aucune garantie de protection de la vie dans le cadre de l'exercice démocratique.* »¹³

Le Centre de recherche et d'éducation populaire-CINEP souligne que « *La violence contre les leaders sociaux et les ex-combattants a continué à se produire avec une fréquence inquiétante. Malgré la mise en œuvre de plusieurs sessions territoriales de la Commission nationale des garanties de sécurité et du Plan d'action opportune pour la prévention et la protection (PAO), nous n'observons pas de «résultats satisfaisants».* »¹⁴

¹² Emission de radio EN LA OREJA INTERNACIONAL. 28 juin. PRESENZA INTERNACIONAL. AGENCIA DE NOTICIAS POR LA PAZ Y LA NO VIOLENCIA. Entretien Ana Milena González Valencia, Directrice De País - Fokus En Colombia.

¹³ Communauté Internationale en alerte pour une Colombie en paix, Bulletin 2. PARTICIPATION POLITIQUE. 15 juillet 2019. p. 5

¹⁴ Ibid. p. 5



Point 3 FIN DES HOSTILITÉS, CESSEZ-LE-FEU BILATÉRAL ET DÉFINITIF ET DÉPÔT DES ARMES

D'après le sixième rapport trimestriel du Secrétariat technique du bureau de Vérification internationale¹⁵ pour la mise en œuvre de l'accord : **124 mineurs ont quitté les camps entre 2016 et 2017** ; 116 d'entre eux ont fêté leurs 18 ans, 104 bénéficient déjà d'une allocation de normalisation, et parmi eux, 99 reçoivent un revenu mensuel de base, 83 une réparation en qualité de victimes, car il est important de souligner que le recrutement étant considéré comme un crime, ils sont en plein processus de restitution des droits dans le cadre du programme « Route différentielle de vie », conçu à cette fin. Les données inquiétantes à cet égard ont trait aux 124 homicides de mineurs au cours de la dernière période qui va jusqu'en juin 2019. Sept menaces ont été recensées. En d'autres termes, des progrès ont été réalisés, mais il subsiste des **risques pour la sécurité**, ce qui se reflète dans la situation grave à laquelle sont confrontés les défenseurs des droits humains et les anciens combattants des FARC-EP. Ces violences ont également eu un impact très important sur les anciens enfants soldats.

Autre élément contextuel important : **en 2018**, la Coalition contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie (COALICO)¹⁶ avait enregistré **331 épisodes de conflit armé**. Dans 117 cas, aucun impact direct sur les enfants n'a été observé mais dans 213 autres, des enfants ont été affectés. De même, la Coalition recense **50 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants et de jeunes en 2018**, c'est-à-dire que, malgré des progrès dans la mise en œuvre du programme « Route différentielle de vie » dans le cadre du processus de paix avec les FARC, la poursuite du conflit armé implique le recrutement d'autres enfants et leur utilisation par d'autres acteurs armés et dissidents de la guérilla.

¹⁵ Sixième rapport sur la vérification de la mise en œuvre de l'Accord de paix final en Colombie pour les vérificateurs internationaux Felipe González et José Mujica (A.F. 6.3.2) Secrétariat technique du bureau de Vérification internationale CINEP/PPP-CERAC. Bogota D.C., Colombie. Juin 2019.

¹⁶ Coalition contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie - COALICO-. (2019). Les enfants et le conflit armé en Colombie. Janvier - décembre 2018. Consulté le 13 août 2019. Disponible sur : http://coalico.org/wp-content/uploads/2019/05/Bolet%C3%ADn-No.-_ONCA-20-1.pdf

Lors sa récente mission de vérification en Colombie (du 27 mars au 26 juin 2019), le Secrétaire général fait dans son rapport au Conseil de sécurité des Nations Unies les constatations suivantes¹⁷ :

- Il regrette profondément que le climat de polarisation qui règne autour de certains éléments de l'accord persiste.
- Il continue de noter l'engagement ferme du Gouvernement et des FARC en faveur du processus de réintégration.
- Il note qu'il est particulièrement inquiétant que, depuis la signature de l'accord de paix, la Mission ait constaté la mort de 123 ex-combattants, ainsi que 10 disparitions et 17 tentatives de meurtre.
- Les communautés locales ont exprimé la crainte que l'abolition des Espaces transitoires de formation et de réintégration (ETCR) (août 2019) n'ait un impact négatif sur leur sécurité et leurs conditions socio-économiques.
- Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Colombie, **230 meurtres ont été commis depuis la signature de l'accord de paix.**
- Le Secrétaire général prend acte de l'engagement exprimé par le Président Duque en faveur de la protection des dirigeants et note la nécessité de résultats concrets de toute urgence.

¹⁷ Consulté sur le site internet de la Mission de vérification de l'ONU en Colombie. <https://colombia.unmissions.org/nota-de-prensa-informe-del-secretario-general-de-las-naciones-unidas-sobre-la-misi%C3%B3n-de-O>



De son côté, l'Institut Kroc souligne les avancées suivantes¹⁸ :

- Le Mécanisme tripartite de suivi et de vérification, premier du genre dans le monde, a permis de maintenir et de surveiller efficacement le protocole de cessez-le-feu et de dépôt des armes.
- Concernant le processus de remise des armes, la Mission des Nations Unies a collecté **un total de 8 994 armes** et détruit 750 caches d'armes et d'explosifs, ce qui constitue une bonne moyenne compte tenu du ratio armes/combattants.

Il met également en lumière les défis suivants :

- Bien qu'au cours des derniers mois, des progrès significatifs aient été réalisés dans l'approbation de 21 projets productifs collectifs impliquant les 8 millions de pesos d'aide par ex-combattant stipulés dans l'accord, la grande majorité de cette somme n'a toujours pas été déboursée, ce qui retarde la mise en œuvre de ces projets.
- L'un des principaux défis est la nouvelle géographie de la réincorporation qui comprend, outre des *Espaces transitoires de formation et de réintégration*, de nouveaux points et des zones environnantes pour le regroupement des ex-combattants, ainsi que des points focaux urbains avec des populations d'anciens combattants. Cette dispersion géographique doit s'accompagner d'une offre socio-économique et de garanties sécuritaires et juridiques, en veillant à ce que les différentes autorités compétentes travaillent main dans la main.

Un autre défi important concerne le réarmement de plusieurs membres des FARC-EP, dont deux des négociateurs en chef de cette guérilla (connus sous les pseudonymes d'Iván Márquez et Jesús Santrich), qui crée une atmosphère d'incertitude et aggrave la polarisation que connaît le pays. Actuellement, ce groupe de dissidents a été exclu de la JEP, du parti Force Alternative Révolutionnaire Commune, et fait l'objet de mandats d'arrêt.

¹⁸ Communauté Internationale en alerte pour une Colombie en paix, Bulletin point 3. FIN DU CONFLIT, août 2019. p. 5

Point 4 SOLUTION AU PROBLÈME DES DROGUES

Concernant la solution au problème des drogues illicites, l'Institut Kroc dresse le bilan suivant¹⁹ :

Avancées:

- Intégration dans les politiques de stabilisation, sécurité et légalité de l'actuel gouvernement de stratégies de **lutte contre le trafic de drogues et de substitution des cultures illicites**.
- Accord entre l'Unité d'information et d'analyse financière, le Ministère des finances et le parquet pour la détection des cas de blanchiment de capitaux.
- Préparation de la *Loi contre le financement illicite* (ECOFI).
- Lancement du programme « *Trajectoire future, une politique globale contre les problèmes de drogue* ».
- Approbation de la résolution 089 de 2019 adoptant la *Politique globale pour la prévention et le traitement de la consommation de psychotropes*.
- Lancement de la « *Politique de défense et de sécurité (DSP) pour la légalité, l'autonomisation et l'équité* ».

¹⁹ Communauté Internationale en alerte pour une Colombie en paix, Bulletin point 4. SOLUTION AU PROBLEME DES DROGUES ILLICITES. Septembre 2019.



Difficultés:

- Incursion d'organisations criminelles et lutte pour le contrôle territorial dans les zones de substitution des cultures. (...) Il faut un modèle de sécurité rurale à long terme qui inclut les communautés et la présence intégrale de l'État.
- Consolidation des projets productifs qui rendent le programme de substitution viable. Il est nécessaire de fournir une assistance technique à la fois plus adaptée et pertinente aux familles.
- Articulation, aux niveaux national et territorial, des actions du Plan national global de substitution, des Plans globaux de substitution et de développement alternatif ainsi que des Plans d'action pour la transformation régionale.
- Insertion des produits de substitution dans le cadre d'une stratégie marketing claire.
- Manque de sécurité juridique pour les petits cultivateurs. Le projet de loi pour un traitement pénal différencié des petits cultivateurs a été présenté à plusieurs reprises devant le Congrès et a été introduit une nouvelle fois le 31 juillet 2018.
- Certains systèmes d'information officiels (en particulier ceux de l'Observatoire colombien des drogues du Ministère de la justice) ne présentent pas de données quantifiées sur le contrôle et la taxation des précurseurs. Il n'existe pas non plus de référence pour établir des données sur la réduction des chiffres relatifs au blanchiment de capitaux liés aux drogues illicites, ce qui rend difficile le suivi de l'application de ces engagements de l'accord final.
- Taux élevé de corruption, en particulier concernant le trafic de drogues et ses liens avec les réseaux criminels transnationaux.
- Le sous-thème relatif à la stratégie de lutte contre la corruption liée au trafic de drogues contient quatre dispositions. Pour trois d'entre elles, la mise en œuvre est minimum tandis que pour la dernière, elle n'a pas encore débuté.



Point 5 VICTIMES

L'institut Kroc souligne ces principales avancées²⁰ :

- Réalisation de journées de collecte des apports pour les projets institutionnels et méthodologiques de la *Commission pour l'éclatement de la vérité (CEV)*, de l'*Unité de recherche des personnes disparues (UBPD)* et de l'*Unité des enquêtes et accusations (UIA)*. Il s'agit notamment de lancer un processus conjoint de consultation libre, préalable et éclairée avec les communautés et les peuples ethniques des méthodes de travail et des protocoles de coopération des entités du *Système global de vérité, justice, réparation et non-répétition (SIVJRNR)*.
- Lancement de la CEV.
- Début de la présence territoriale de la CEV, de l'UBPD et de l'élargissement des équipes de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP).
- La Commission de reconnaissance de la vérité de la JEP fait état de sept (7) cas.

²⁰ Communauté Internationale en alerte pour une Colombie en paix, Bulletin point 5. ACCORD SUR LES VICTIMES DU CONFLIT : Système global de vérité, justice, réparation et non-répétition, 1 octobre 2019.

Il souligne également les défis suivants :

- Sérieux retards dans la mise en œuvre effective du système autonome de conseil et de défense afin de garantir le droit à la défense et au conseil des accusés et victimes comparissant devant la JEP.
- Réduction des budgets de la CEV, de l'UBPD et de la JEP.
- **Manque persistant de ressources pour le financement de la politique de réparation des victimes.**
- Absence de remaniements réglementaires de la politique de réparation intégrale en faveur des victimes afin d'en étendre la validité et de la rendre cohérente avec l'Acte législatif 01 de 2017.
- Dégradation des conditions de sécurité dans plusieurs territoires du pays, ce qui gêne la présence d'entités du système dans ces territoires et décourage la participation des individus et des organisations à ces mécanismes.
- Nécessité d'adapter et de développer les journées pédagogiques sur le SIVJRNR, les mécanismes qui le composent, les modalités et les horaires d'accès.
- Garantie des processus d'accompagnement pour les organisations de la société civile afin d'établir des rapports destinés à la CEV, l'UBPD ou la JEP.
- Garantie de l'indépendance et de l'autonomie de la JEP.
- Garantie de la viabilité financière de l'ensemble du SIVJRNR, ainsi que des accords de coordination interinstitutionnelle avec l'Etat pour développer son mandat.

Point 6 MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE ET VÉRIFICATION

Quant au mécanisme de mise en œuvre et vérification, son fonctionnement et son indépendance ont été confirmés, ce qui a permis d'établir un bilan permanent de l'application de l'accord final dans différents secteurs. Toutefois, l'une des préoccupations concerne l'accès à l'information qui doit être adéquat pour pouvoir accélérer cette tâche importante. Plusieurs des mécanismes de vérification ont permis de constater les principaux progrès et défis. Il en ressort que la mise en œuvre des accords n'a soit pas commencé soit qu'elle progresse lentement. Il convient néanmoins de souligner la volonté des parties de continuer à approfondir le processus de mise en œuvre.

En conclusion, quelques-unes des principales inquiétudes concernent **l'assassinat et les menaces contre des dirigeants sociaux et des défenseurs des droits humains**²¹ dus à l'intensification du conflit armé dans certains territoires, à la dynamique du trafic de drogues et à la situation électorale actuelle.

Face à tous les faits « victimisants » consécutifs à la signature de l'accord final, il convient de dire que, jusqu'à présent, ce texte n'a pas encore permis la concrétisation intégrale de la paix sur le territoire colombien. Entre la signature de l'accord en 2016 et l'année 2019, plus de 720 leaders sociaux ont été assassinés dans le pays, un nombre regrettable et décourageant. Le conflit avec les FARC-EP et d'autres groupes légaux et illégaux permet d'affirmer qu'en Colombie, la fin du conflit armé ne signifie pas exactement la fin du conflit.

²¹ Selon l'émission Somos Defensores « De janvier à juin, 591 agressions ont été enregistrées à partir de notre Système d'information sur les agressions contre les défenseurs des droits humains en Colombie, le chiffre le plus élevé pour un semestre depuis la création de notre système il y a dix ans. Bien que les meurtres aient diminué de 23 % par rapport au premier semestre de 2018 (59 cas en 2019, contre 77 en 2018), d'autres types d'agressions se sont multipliés, notamment les menaces qui ont augmenté de 75 % ». 9 octobre 2019 : <https://somosdefensores.org/noticias/defensores-el-juego-final/>



2. Situation actuelle des enfants colombiens



Selon le rapport du Secrétaire général des Nations Unies Le sort des enfants en temps de conflit armé, « *plus de 24 000 violations graves commises contre des enfants ont été confirmées par l'ONU dans 20 situations de pays²²* ». Ce nombre témoigne de la façon dont les enfants du monde entier sont exposés aux violences, l'une d'entre elle étant le phénomène des conflits armés, durant lesquels ils sont recrutés, utilisés, tués, mutilés, agressés sexuellement et enlevés. Ces données illustrent également les grands défis en termes d'assistance humanitaire dans les contextes d'affrontements armés. Cette réalité existe dans de nombreux pays du monde qui manquent de ressources pour l'attention et la protection des enfants ainsi que la prévention des situations d'exposition à la violence, en violation non seulement des droits fondamentaux mais également des droits inhérents à leur condition d'enfant, qui devraient supplanter tout autre droit.

²² Nations Unies, Le sort des enfants en temps de conflit armé. Rapport du Secrétaire général. Conseil de sécurité. Assemblée générale. 20 juin 2019. p.2 https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2019/509&Lang=F



Selon le rapport *Enfances volées* de Save the Children (2019), « *la Colombie maintient un indice de 118, malgré une légère baisse du nombre de morts violentes. En 2018, 673 enfants ont été victimes d'homicide, contre 715 en 2017²³* ». Néanmoins, le taux d'homicides d'enfants reste l'un des plus élevés au monde : « *Sur 100 000 enfants, 20,9 enfants sont tués* ». Ce nombre place la Colombie au deuxième rang en Amérique latine après le Venezuela. Pour sa part, la Coalition contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie -COALICO- (2019), souligne que :

« Entre janvier et décembre 2018, 331 cas de conflits armés ont été enregistrés, parmi lesquels 213 ont touché directement les enfants et les adolescents, selon les catégories définies à partir de la résolution 1612 du Conseil de sécurité des Nations Unies » (p.1).

De surcroît, « *plus de 4 800 enfants ont été déplacés de force dans les départements de Chocó, Nariño, Cauca, Antioquia, Nord de Santander, Vallée du Cauca, Arauca et Boyacá, en raison des affrontements et des menaces de recrutement.* »²⁴

Les déplacements, l'implication dans le conflit et le recrutement forcé sont des problématiques auxquelles les enfants colombiens sont confrontés au quotidien. Dans des territoires en proie aux affrontements armés, les groupes armés (dissidents des FARC-EP, de l'Armée de Libération Nationale (ELN) et des Forces d'Autodéfense Gaïtanistes de Colombie (AGC)/clan du Golfe) occupent stratégiquement les zones d'intérêt et rendent possibles des faits « victimisants » allant à l'encontre de la dignité humaine des enfants et des jeunes. Cette situation a des répercussions sur les communautés en termes d'abus et de violations des droits humains et du droit international humanitaire, du fait des intérêts de ces groupes dans les économies illégales du trafic de drogues et de l'exploitation minière. Ces activités illégales expliquent, en partie, le maintien de leurs structures armées.

²⁴ Nations Unies Le sort des enfants en temps de conflit armé. Rapport du Secrétaire général. Conseil de sécurité. Assemblée générale. 20 juin 2019.p.9 https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2019/509&Lang=F

D'autre part, le rapport de l'ONU identifie : *« 196 enfants (105 garçons et 91 filles) qui ont été séparés des groupes armés non étatiques et qui ont participé au programme de démobilisation de l'ICBF en 2018. »*²⁵

D'après le rapport : *« Les Nations Unies ont constaté 89 cas de meurtres et de mutilations, affectant 108 enfants, dont certains n'avaient que huit ans (34 filles, 60 garçons, 14 de sexe inconnu), soit une forte augmentation depuis 2017 (53), à la suite d'affrontements entre groupes armés, de tirs croisés, d'attentats et de la présence de mines antipersonnel. Les auteurs étaient des groupes armés non identifiés (63 enfants blessés ou tués), l'ELN (14), des groupes dissidents des FARC-EP (11), l'AGC (8) et l'Armée Populaire de Libération (EPL) (1). Onze enfants ont été tués ou blessés lors d'opérations menées par les Forces Armées Colombiennes contre des groupes armés. Selon les données gouvernementales, 22 des décès d'enfants en 2018 ont été causés par des mines antipersonnel. »*²⁶

Des acteurs armés légalement et illégalement ont commis des actes atroces de victimisation d'enfants colombiens dans un contexte de conflit armé. Les droits humains et le droit international humanitaire ne sont pas respectés dans le pays. La signature de l'accord de paix final a mis fin au conflit avec un groupe armé ; cependant, de nouveaux affrontements ont éclaté avec la création d'autres groupes ou la conformation de résidus de structures des FARC-EP qui se trouvaient dans les zones. Ils sont désormais les principaux responsables des actes de recrutement et d'implication des enfants et des jeunes dans le conflit, des déplacements individuels et collectifs, des séquestrations, des enlèvements et disparitions forcées, des assassinats sélectifs, entre autres.

La confrontation des dissidents des FARC-EP avec d'autres groupes armés a intensifié et accéléré la dynamique du conflit dans les territoires ; aucun de ces acteurs ne respecte la vie des enfants et des jeunes. En outre, *« des incidents de violence sexuelle, qui ont touché neuf filles, ont été vérifiés et attribués aux groupes dissidents FARC-EP (cinq filles) et AGC (quatre). »*²⁷

Ces cas de victimisation, relevés par l'Unité d'Attention et de Réparation Intégrale aux Victimes (UARIV) pour l'année 2019, inquiète le Réseau national d'information qui invite les instances municipales, départementales et nationales à prendre des décisions importantes, non seulement en ce qui concerne la mise en œuvre de l'accord de paix final, mais aussi le respect des accords signés avec d'autres groupes démobilisés et réintégrés à la vie civile, afin de prévenir de nouveaux conflits et garantir les droits de cette population en particulier.

²⁵ Ibid. p. 9.

²⁶ Ibid. pp. 9-10.

²⁷ Ibid. p. 10.



3. La guerre est de retour en Colombie et plus particulièrement à Buenaventura²⁸

Parmi les 425 000 habitants de Buenaventura, 66 % vivent dans la pauvreté malgré la présence dans le district de l'un des 10 ports les plus importants d'Amérique Latine, par lequel circulent 60% des marchandises qui entrent et sortent de Colombie.²⁹

A ce panorama s'ajoutent le conflit armé et la lutte territoriale entre groupes criminels liés au trafic de drogues, un secteur où des formes de violence diverses se poursuivent et se multiplient. La gravité de la situation humanitaire en 2017 a déclenché une forte mobilisation citoyenne autour de la grève civique, suite à quoi le gouvernement national a pris plusieurs engagements, dont beaucoup n'ont toujours pas été tenus. En examinant certains des événements qui se sont produits au cours de la dernière période, nous pouvons observer les défis que Buenaventura devra relever pour surmonter cette crise humanitaire :

QUELQUES FAITS PERTINENTS :

- 
- 16 mai 2017 | Début de la grève civique
 - 6 juin 2017 | Fin de la grève civique après 22 jours de protestation
 - 24 janvier 2018 | Assassinat de Temístocles Machado, leader social de Buenaventura et chef de file de la grève civique
 - 15 avril 2018 | Renvoi du maire de la ville pour corruption présumée
 - Mai 2019 | Des groupes armés illégaux, principalement installés dans la commune 12, sèment la terreur dans la ville tout au long du mois
 - 26 juin 2019 | Enlèvement et torture de deux membres de la Garde indigène dans la Delfina
 - 1^{er} juin 2019 | Viol et meurtre de Diana Tatiana Rodríguez, 10 ans

²⁸ « La guerre est de retour à Buenaventura ou peut-être n'est-elle jamais partie (...) », Ultimas noticias de Buenaventura, 13 juillet 2019. <http://www.semana.com>
²⁹ « La vie à Buenaventura continue à être marquée par la violence », Colombia Plural, 19 juin 2019 <https://colombiaplural.com/la-violencia-sigue-marcando-la-vida-en-buenaventura/>

MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS CONSÉCUTIFS À LA GRÈVE CIVIQUE



Après vingt-deux jours de blocus, de marches, d'affrontements avec l'Escadron Mobile Anti-Emeute (ESMAD), la grève civique a pris fin. Son coût est important : pertes économiques pour le commerce local, dégâts matériels, retards majeurs dans les dynamiques scolaires et l'enseignement supérieur, nombreux cas de violations des droits humains. La grève civique s'est achevée après l'acceptation de dialogues par le gouvernement et les représentants du mouvement, afin de déclarer **l'urgence économique et sociale pour Buenaventura**.

Dans le cadre de la mise en place des accords conclus pour le district après la grève civique, entre le 6 juin 2017 et aujourd'hui, voici le bilan des décisions prises :

- Décret 1402/17 « *par lequel est instauré l'espace de dialogue et de suivi des accords du Gouvernement National avec le comité de grève civique* »
- Loi 1872/17 « *par laquelle est créé le Fonds pour le développement global du district de Buenaventura* »
- Soutien du Congrès de la République et le fait notoire que l'ensemble des partis politiques a fait preuve d'unité devant les revendications du peuple de Buenaventura
- Soutien des organisations mondiales de coopération et de défense des droits humains
- Insertion des accords dans le Plan National de Développement 2018-2022
- Attention prioritaire accordée à Buenaventura dans le programme national de l'Etat
- Emergence de nouveaux leaders
- Construction d'un modèle de relation entre l'Etat d'une part et les communautés et les citoyens d'autre part
- Obtention de 1 305 millions de pesos colombiens pour l'élaboration du *Plan spécial décennal de développement intégré de Buenaventura*

Ces progrès tranchent avec la **perception des citoyens, qui s'inquiètent de la lenteur de la mise en œuvre des accords conclus après la grève civique et de la détérioration de la sécurité et des conditions socio-économiques de la majorité de la population qui pousse de nombreux jeunes vers des activités économiques illégales.**

C'est ce que révèle *Buenaventura Cómo Vamos*, une étude récemment publiée qui recueille les impressions des citoyens sur des questions telles que la santé, l'emploi, l'éducation, la sécurité, etc. :

« Les principaux problèmes dans les quartiers de Buenaventura sont la toxicomanie (44%), les gangs (30%), les vols de rue (21%), les vols dans les commerces de proximité (11%) et la consommation excessive d'alcool (8%). »³⁰

Selon le rapport, 45% des personnes consultées ne sont pas satisfaites des services de santé de la ville et *« les habitants d'un foyer sur trois de cette ville portuaire ne peuvent pas prendre trois repas par jour. »*

UNE PÉRIODE DE CALME RELATIF

En 2016 – date de la signature de l'accord de paix – la population de Buenaventura semblait pleine d'espoir, la brise fraîche de la mer annonçait un avenir prometteur pour tous. La fin du conflit armé avec les FARC-EP a permis à l'utopie générale de devenir une réalité : qu'aucun homme, femme, fille ou garçon ne soit recruté ; qu'aucun paysan ne soit jamais plus dépossédé de ses terres ; que les habitants de la zone urbaine de la ville n'aient plus jamais à se déplacer pour fuir la violence et que les victimes directes de la guerre sachent enfin ce qui est arrivé à leurs proches morts, tombés au combat ou disparus.

Il est vrai que Buenaventura a connu une période de « calme » relatif en 2017. Les indices de violence ont diminué ; on n'entendait plus les habitants parler de nouveaux cas de personnes démembrées dans les fameuses « *casas de pique*³¹ » ; la population pouvait marcher normalement ; les dynamiques culturelles avaient été réactivées (fêtes sociales, culturelles, religieuses, de quartier...).

« Avant la signature de l'accord de paix, de nombreuses personnes avaient été blessées durant le conflit. Après la signature, j'ai commencé à remarquer un changement, il y avait moins de massacre et tout ça. Mais aujourd'hui, nous constatons qu'en réalité, la situation n'a pas beaucoup changé : des frontières invisibles existent toujours, des jeunes innocents sont toujours assassinés, récemment, un ami a été tué. Ça nous a fait beaucoup de mal parce que c'était un garçon bien et ils l'ont tué par erreur. »

Jeune de Buenaventura

³⁰ *Buenaventura Cómo Vamos* : Les lacunes majeures dans les secteurs des services, de l'emploi et de la sécurité, 11 octobre 2019. « Un habitant sur trois de Buenaventura ne prend pas trois repas par jour ». El Espectador, 10 octobre 2019. <https://www.elespectador.com/noticias/nacional/valle/uno-de-cada-tres-hogares-de-buenaventura-no-tiene-tres-comidas-diarias-articulo-885471>

³¹ Nom donné aux lieux de torture et démembrement mis en place par les bandes criminelles.

FIN DES ESPOIRS DE LA POPULATION : RÉORGANISATION DE LA VIOLENCE ET ÉMERGENCE DE NOUVEAUX GROUPES ARMÉS

L'espoir de ne plus avoir à composer avec les fusillades a disparu pour les habitants de Buenaventura lorsqu'ils ont compris que **la démobilisation des FARC-EP signifiait en fait l'arrivée de différents groupes armés illégaux** qui s'affrontent jour et nuit pour prendre le contrôle du territoire. Six structures armées illégales ont été identifiées dans le district de Buenaventura.

« Le problème de l'accord de paix, c'est qu'il était très irréal : trop beau pour être imaginé et trop dense pour être lu. Je pense que c'est ce qui manquait dans l'accord, que nous le comprenions mieux. Nous avons seulement entendu qu'il y avait un accord de paix, mais pas d'explication sur son fonctionnement. Ajoutez à cela le fait que la violence a continué à se déchaîner dans nos territoires. Très mauvais tout ça. » Homme de 46 ans, de la zone rurale de Buenaventura

A partir de 2018, **les frontières invisibles**³² redeviennent une fois de plus visibles, dit-on. Loin des médias, les **« casas de pique »**³³ sont réactivées, les groupes armés font sentir leur présence et provoquent une horrible vague de vols qui a entraîné pour la ville un changement radical de la dynamique qu'elle présentait auparavant :

- les magasins ferment tôt le soir,
- les petites entreprises ferment à 18 h,
- les transports publics circulent moins longtemps,
- les établissements d'enseignement ont réduit le nombre d'heures de cours afin de pouvoir renvoyer la communauté étudiante chez elle plus tôt pour prévenir les situations qui menacent leur intégrité, puisque dans certains quartiers, les terribles fusillades ont recommencé.

Les habitants de Buenaventura ont dû éviter les balles la nuit et les flaques de sang le matin, qui gisent sur la route après la tempête de tirs qui les avait frappés quelques heures auparavant. A cela s'ajoutent de nombreux cas d'homicides ciblés et des fusillades de jour comme de nuit dans certains quartiers de la commune 12. Le Défenseur du peuple estime que ces phénomènes sont plus visibles en 2019 : *« à ce jour, le nombre d'assassinats en 2019 est 75% plus élevé qu'à la même période l'an dernier. »*³⁴

³² Les autorités et journalistes parlent de « frontières invisibles » pour désigner des limites territoriales imposées par les groupes armés. Ce phénomène est particulièrement répandu dans les zones urbaines et les quartiers populaires. L'objectif est de priver les habitants de leur propre mobilité d'une zone à l'autre.

³³ « Les « Casas de pique », les maisons de la peur de Buenaventura, sont de retour » Revista Semana, 11 juin 2019. <https://www.semana.com/nacion/articulo/denuncias-nuevos-casos-de-descuartizamiento-en-buenaventura/619276>

³⁴ Últimas Noticias de Buenaventura – <https://www.semana.com> – Publié dans SEMANA version électronique, 3 octobre 2019

« Historiquement, nous avons été persécutés par les conflits. C'est un fardeau qui nous suit partout où nous allons et l'accord de paix ne constituait malheureusement pas une barrière suffisamment forte pour le contenir. Aujourd'hui, nos espoirs de voir cette ville s'améliorer et de pouvoir la traverser sans craindre d'être soudainement assassiné s'amenuisent petit à petit. » Jeune de Buenaventura

D'autres phénomènes d'intimidation sont utilisés par les groupes armés, comme le « **vaccin**³⁵ », une taxe que les commerçants sont contraints de payer ou le « **prêt goutte à goutte**³⁶ ».

La Faculté latino-américaine des sciences sociales a réalisé une étude dans laquelle Buenaventura est présentée comme « *un exemple clair de réaménagement violent des espaces* » du fait de la présence de frontières invisibles, avec « *l'établissement de restrictions absolues ou partielles aux déplacements des habitants.* »³⁷

Les nouveaux affrontements entre différents groupes armés ont conduit au recrutement et à l'implication d'enfants et de jeunes dans le conflit ; déplacements individuels et massifs, confinements, disparitions forcées et assassinats ciblés, entre autres. Aucun de ces acteurs armés ne respecte la vie des enfants et des jeunes.

VIOLENCES LIÉES AU GENRE

Les femmes, jeunes, adultes et les filles sont également directement touchées : leur corps, les dynamiques culturelles, domestiques, religieuses/ spirituelles, afros et autochtones. Toutes sont devenues des « butins de guerre » pour les groupes armés installés sur le territoire, mais dans le même temps, elles sont également comptabilisées comme survivantes des violences liées au genre.

D'après le deuxième rapport statistique sur la violence liée au genre. District de Buenaventura - mai à novembre 2018 : « *on recense (153) cas de violence liée au genre dont (50) de violence physique, (68) d'abus sexuels, (18) de violence psychologique, (2) de harcèlement sexuel, (8) de viol et (7) de négligence et abandon (...). Dans 89,9% des cas (137), les victimes de violence sont de sexe féminin.* »³⁸



³⁵ Frais hebdomadaires ou mensuels pour ceux qui contrôlent la zone.

³⁶ Prêt accordé par des groupes armés à des voisins à condition qu'ils le remboursent sur une base quotidienne ou hebdomadaire. L'incapacité de payer, même pour la première fois, peut leur coûter la vie.

³⁷ Faculté latino-américaine des sciences sociales, Etude intitulée « Géographies violées et expériences de coexistence. Le cas de Buenaventura ».

³⁸ Deuxième rapport statistique sur la violence liée au genre. District de Buenaventura - mai à novembre 2018. p. 4.

« Buenaventura, entre violence et trafic de drogues », El Espectador - 5 juillet 2019.

ABSENCE DE RÉPONSE ADÉQUATE DE L'ÉTAT

Cette situation de violence est également due à l'abandon de l'Etat dans les quartiers de Buenaventura marqués par la pauvreté. Les jeunes n'ont pas la possibilité de construire et de développer leurs projets de vie, il leur est donc plus facile d'intégrer un groupe armé où ils sont payés (environ 3 millions de pesos colombiens) et reçoivent une moto.

A l'inverse, la réponse de l'Etat est uniquement militaire, une nouvelle décision visant à renforcer la présence de l'armée a d'ailleurs été prise le 4 juillet 2018 : *« Les actions dureront 24 heures, ce qui nous permettra d'assurer la sécurité dans les quartiers sans que les gens ne se sentent entravés dans leurs activités normales. Avec cette sécurité, ce que nous voulons, c'est le retour des personnes qui sont cachées, nous devons rapidement restaurer la sécurité pour qu'elles puissent rentrer chez elles³⁹ »*, a déclaré le gouverneur de la Vallée du Cauca. Toutefois, le Défenseur du peuple prévient que le gouvernement doit également tenir compte de la nécessité d'accorder une attention globale aux problèmes socio-économiques.

Le 31 décembre 2018, Iván Duque, président de la République de Colombie pour la période 2018-2022, a prononcé un discours à Buenaventura sans évoquer les violations des droits humains, la violence, les groupes armés, la pauvreté de la population. Il a fini par faire appel aux Forces Armées, avec la mise à disposition de *« 1 200 militaires d'ici mars 2019 pour améliorer tous les mécanismes persuasifs et offensifs contre le crime organisé ainsi que le déploiement d'une force de police, une unité mobile pour faire face aux crimes tels que le micro-trafic et l'extorsion.⁴⁰ »*

« L'Etat a complètement abandonné Buenaventura en tant que ville, parce que le développement portuaire est à la pointe de la technologie. Ici, nous n'avons pas toujours l'eau potable, même si nous avons de nombreux bassins hydrographiques. Il n'y a pas d'investissement social, il n'y a pas grand-chose qui entre », explique le procureur Jesús Rodríguez.⁴¹

La ville est confrontée à une situation humanitaire complexe ; les déplacements, les disparitions et les meurtres sont aggravés par la crise sanitaire. En outre, le système de santé du district ne fonctionne pas en raison d'une structure organisationnelle, programmatique, opérationnelle et de service déficiente. La mairie du district reconnaît elle-même l'absence de construction du profil épidémiologique du territoire, la faiblesse des programmes de promotion de la santé, de prévention des maladies et des services rudimentaires.

³⁹ « Buenaventura, entre violence et trafic de drogues », El Espectador - 5 juillet 2019.

⁴⁰ « La vie à Buenaventura continue à être marquée par la violence », Colombia Plural, 19 juin 2019 <https://colombiaplural.com/la-violencia-sigue-marcando-la-vida-en-buenaventura/>

⁴¹ « Buenaventura, entre la violence et le trafic de drogues », El Espectador - 5 juillet 2019. <https://www.elespectador.com/noticias/nacional/buenaventura-entre-la-violencia-y-el-narcotrafico-articulo-869454>



4. Situation des enfants de Buenaventura après la signature de l'accord

« La Coalition contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie (COALICO) dénonce les violations des droits des enfants et des adolescents qui ont eu lieu dans tout le pays et en particulier les événements de Buenaventura (Vallée du Cauca), une ville où historiquement les habitants subissent une violence mortelle, notamment les enfants et adolescents. [...] Parmi les actes de violence commis à Buenaventura depuis 2019, l'on peut citer la confrontation avec et entre les groupes armés opérant dans la région, le risque d'utilisation et de recrutement d'enfants et d'adolescents par ces structures, la violence sexuelle, les déplacements intra et interurbains, les disparitions forcées, les menaces et restrictions récentes à la mobilité dans certaines communes, l'emprisonnement des groupes autochtones et africains en raison de la présence et des actions des acteurs armés, situations qui touchent enfants et adolescents de façon indiscriminée. »⁴²

⁴² Communiqué : La COALICO dénonce le meurtre de Diana Tatiana Rodríguez à Buenaventura et exprime sa solidarité avec la famille. Nous appelons à la protection des enfants et des adolescents en Colombie, 6 juin 2019 <http://coalico.org/comunicado-publico-la-coalico-rechaza-el-asesinato-de-diana-tatiana-rodriguez-en-buenaventura-y-se-solidariza-con-la-familia-hacemos-un-llamado-a-la-proteccion-de-las-ninas-ninos-y-adolescentes-de/>

VIOLATIONS DES DROITS DES ENFANTS ET JEUNES DE BUENAVENTURA

D'après un rapport de l'Observatoire de Buenaventura sur les enfants et adolescents dans les contextes de conflit armé : *« Concernant les risques et les menaces, l'Observatoire a pu constater qu'au cours du premier semestre de 2019, les violations contre les enfants sur le territoire se poursuivent, notamment les situations d'abus et de violence sexuelle contre les filles, les déplacements intra urbains, les restrictions de mobilité, les affrontements près des établissements scolaires ainsi que l'implication dans le conflit et le recrutement par les groupes armés qui se trouvent sur le territoire, à travers des stratégies comme la vente ou la consommation de psychotropes. L'Observatoire a pu identifier un total de 16 quartiers urbains et 2 communautés rurales où sont commises ces graves violations contre les enfants et les adolescents du territoire et effectuer un compte rendu de cette situation complexe qui a gagné en visibilité avec l'homicide du jeune Jean Jarlin Valverde. »*

Les déplacements, l'implication dans les affrontements, le recrutement forcé ou la violence sexuelle sont des problèmes auxquels les enfants colombiens sont confrontés au quotidien dans les territoires où le conflit armé s'exprime en raison de la présence et de l'occupation stratégique des groupes armés.





Recrutement forcé

Alors même qu'est mis en œuvre l'accord de paix, l'Observatoire pour la protection des droits et du bien-être des enfants et des adolescents (OPROB) a relevé que les groupes armés continuaient d'utiliser et de recruter des enfants et des adolescents. D'après le Registre unique des victimes (RUV), **Buenaventura est l'une des municipalités où le nombre d'enfants et d'adolescents recrutés par des groupes armés est le plus élevé**⁴³. Selon le Défenseur du peuple, des enfants et adolescents sont recrutés par le biais

de **la consommation de psychotropes** dans les quartiers de la commune 12 de Buenaventura.⁴⁴

Déplacement forcé

Il est important de garder à l'esprit que pour Buenaventura, ce fait « victimisant » comporte des particularités qui le rendent difficile à mesurer car il présente une modalité de déplacement considérée comme atypique : la population se déplace temporairement dans d'autres quartiers à la recherche de protection chez des parents et connaissances, mais elle retourne parfois chez elle afin d'éviter le pillage et l'occupation de ses biens.⁴⁵

Un exemple récent de déplacement est survenu après l'assassinat de deux hommes, âgés de 21 et 32 ans à la fin du mois de juin 2019, dans le quartier Alberto Lleras Camargo, situé dans la commune 3 de Buenaventura, où plus de 300 familles ont fui de peur que quelque chose ne leur arrive. La plupart des familles ont déménagé de façon intra urbaine, c'est-à-dire chez un parent ou un voisin, tandis que 32 se sont réfugiées dans un abri mis en place par la mairie de Buenaventura.⁴⁶

Violence sexuelle

Le manque de signalement a rendu invisibles les effets sur l'intégrité sexuelle des enfants et jeunes mais le Réseau national d'information (2019) rapporte que « sur les 59 cas de crimes contre la liberté et l'intégrité sexuelle cette année, seuls 19 » ont été commis contre des enfants et jeunes, et malgré le peu de cas signalés, il est au moins possible de prouver que ce phénomène continue et que les filles et adolescentes, constamment menacées, se trouvent dans une situation à risque. Elles peuvent être violées ou exploitées sexuellement et si elles refusent, être exposées à des mauvais traitements, des menaces et une violence systématique.⁴⁷

*« Le cas de Diana Tatiana Rodríguez, une fillette de 10 ans, dont le corps retrouvé sans vie dimanche 2 juin 2019 dans le quartier de San Francisco (commune 7) portait des signes de violences, est un exemple de la manière dont la violence se matérialise dans la souffrance et la mort des enfants à Buenaventura ».*⁴⁸

⁴³ Bulletin #1 et #3 Observatoire pour la protection des droits et le bien-être des enfants et adolescents

⁴⁴ SAT, NS 006-17, 2017

⁴⁵ Observatoire sur les droits de la personne et les déplacements (CODHES). <http://www.codhes.org/>

⁴⁶ « Buenaventura, entre violence et trafic de drogues », El Espectador - 5 juillet 2019. <https://www.elespectador.com/noticias/nacional/buenaventura-entre-la-violencia-y-el-narcotrafico-articulo-869454>

⁴⁷ Rapport : Colombie, un long chemin vers la paix. Pour le respect des droits des femmes, des jeunes et des enfants à Buenaventura. Taller Abierto, Terre des hommes France & Suisse - 2017.

⁴⁸ Communiqué : La COALICO dénonce le meurtre de Diana Tatiana Rodríguez à Buenaventura et exprime sa solidarité avec la famille. Nous appelons à la protection des enfants et des adolescents en Colombie, 6 juin 2019 <http://coalico.org/comunicado-publico-la-coalico-rechaza-el-asesinato-de-diana-tatiana-rodriguez-en-buenaventura-y-se-solidariza-con-la-familia-hacemos-un-llamado-a-la-proteccion-de-las-ninas-ninos-y-adolescentes-de/>

Droit à l'éducation



Selon le rapport Buenaventura cómo vamos (2019) : *« 9% des enfants et des jeunes de la Vallée du Cauca à Buenaventura ne fréquentent aucun établissement scolaire . »* Cette donnée traduit les difficultés qui existent pour la garantie du droit à l'éducation dans le district. Sans compter les problèmes sécuritaires qui, en novembre 2018, ont conduit *« les autorités de Buenaventura à prendre la décision de suspendre les cours dans les 41 établissements scolaires publics ce jeudi et vendredi, lors d'un conseil de sécurité extraordinaire qui s'est tenu ce mercredi après-midi »*. *« Les enseignants et parents nous ont fait part de leurs inquiétudes parce qu'ils sont très préoccupés par la situation. La décision a été prise pour les tranquilliser et faciliter le travail des autorités. »*⁵⁰

Plusieurs facteurs expliquent la mise en danger du droit à l'éducation pour les enfants et les jeunes de Buenaventura. Premièrement, certains ne peuvent pas se rendre à l'école pour des raisons de sécurité en raison du phénomène des frontières invisibles. Si, par exemple, ils vivent d'un côté d'une frontière invisible et que leur école se trouve de l'autre côté, ils ne peuvent pas traverser sans courir le risque d'être tués.

Comme l'explique le témoignage ci-dessus, le contexte de violence a donc poussé les écoles à réduire les heures de classe afin que les élèves puissent quitter l'école plus tôt et ne pas risquer d'être dans la rue la nuit.

Les groupes armés ont un contrôle presque absolu dans la plupart des localités. Ces groupes se renforcent, sèment la panique et la terreur dans les familles et les communautés, qui souffrent du recrutement d'enfants et de jeunes. Certains parents ne laissent pas leurs enfants aller à l'école parce qu'ils ont peur qu'ils soient tués en cours de route ou recrutés de force parce que des groupes armés enrôlent devant les écoles.

« Ma situation ne s'est pas améliorée depuis la signature de l'accord de paix. Je ne sais pas à quoi sert l'accord de paix avec un groupe, s'il y en a mille autres ici à Buenaventura. Les enfants sont les plus touchés parce que la violence empêche le respect de leurs droits. De plus, depuis la signature de l'accord, les classes ont été suspendues à plusieurs reprises dans les écoles en raison d'affrontements entre différents groupes. » Jeune de 17 ans de la zone urbaine de Buenaventura

⁴⁹ Buenaventura cómo vamos : Les lacunes majeures dans les secteurs des services, de l'emploi et de la sécurité, 11 octobre 2019. « Un habitant sur trois de Buenaventura ne prend pas trois repas par jour ». El Espectador, 10 octobre 2019. <https://www.elespectador.com/noticias/nacional/valle/uno-de-cada-tres-hogares-de-buenaventura-no-tiene-tres-comidas-diarias-articulo-885471>

⁵⁰ Coalition contre l'implication des enfants et des jeunes dans le conflit armé en Colombie -COALICO-. (2019). Les enfants et le conflit armé en Colombie. Janvier - décembre 2018. Consulté le 13 août 2019. Disponible sur : <http://coalico.org/wp-content/uploads/2019/05/Boletín-No.-ONCA-20-1.pdf>

Dans ce contexte, les groupes travaillant sur la question sanitaire lors de la grève civique ont présenté toutes les preuves des conséquences du manque de services de santé. Ils ont communiqué une proposition de feuille de

Les enfants et les jeunes femmes autochtones déplacés des zones rurales de Buenaventura sont également décédés des suites de maladies qui auraient pu être évitées ou traitées sur leur territoire, s'ils n'avaient pas été contraints de quitter leur région et leur environnement protecteur, s'exposant ainsi à des conditions sanitaires que leur corps ne pouvait supporter. Ce fut notamment le cas pendant les douze déplacements massifs du peuple Woanaan entre 2014 et 2015.



⁵¹ "Violencia y salud, las dos 'enfermedades' de Buenaventura", Colombia Plural, 23 de octubre del 2016. <https://colombiaplural.com/violencia-salud-las-dos-enfermedades-buenaventura/>

Droit à la vie, à l'intégrité et à la protection

Il existe différents droits de protection contre la discrimination, l'exploitation sexuelle et/ou économique, la pornographie, les enlèvements, la traite des êtres humains, la guerre, les conflits armés internes, le recrutement et l'utilisation par des groupes armés illégaux, la torture, le déplacement forcé, les pires formes de travail des enfants, les mines antipersonnel, etc. Le respect de ces droits n'est pas garanti sur le territoire de Buenaventura, comme le révèlent les sources suivantes :



« La situation est de nouveau critique. Le matin du mardi 18 juin, par exemple, les habitants des quartiers d'Oriente et de Bosque, dans la commune 6, ont connu des heures tendues alors que plusieurs coups de feu étaient tirés, les forçant à rester confinés dans leur domicile. La fusillade a fait au moins deux blessés par balle parmi les civils. La peur et l'anxiété font partie du quotidien des enfants et des jeunes enfermés dans leurs maisons et paniqués à l'idée de sortir. Les autorités municipales, départementales et nationales sont priées de fournir immédiatement des garanties de protection à la communauté. Nous invitons également les organismes multilatéraux des Nations Unies et l'organisation des Etats américains à demander au gouvernement national d'assurer la sécurité de Buenaventura », supplie la communauté dans un SOS. »⁵²

« Ils ont rappelé le cas de Diana Tatiana Rodriguez, la fillette de 10 ans qui a été violée et assassinée (...). Ils ont également mentionné Temístocles Machado, le leader social qui a été abattu de trois balles par un tueur à gages il y a un an et demi. Il y aussi les mères des garçons à qui on a fait croire qu'ils allaient disputer un match de football et qui ont fini calcinés et méconnaissables. Elles continuent de réclamer justice et, écrivent entre elles des chansons et des poèmes pour leurs enfants, comme forme de thérapie. »⁵³

Droit à la qualité de vie dans un environnement sain

L'un des mécanismes de recrutement des enfants et des jeunes par les groupes armés et de leur exploitation sexuelle et économique est l'utilisation de psychotropes. Employés comme méthode de contrôle et de subsistance – dans les économies locales par exemple – dans des contextes de frustration comme ceux que vivent les enfants et les jeunes à Buenaventura, ils constituent une échappatoire à une réalité de violence accrue où les substances sont consommées sur des terrains de loisirs et de détente tels que les parcs et les champs, ce qui accentue la reproduction de la violence, et surtout d'une violence «militarisée». D'après les informations recueillies par l'Observatoire des enfants et des adolescents dans les contextes de conflit armé de Buenaventura, certains enfants et adolescents menacent les autres en disant : *« Je vais le dire à mon oncle/cousin/père pour qu'il te pique »*. Ces expressions témoignent du niveau de dégradation de la violence.

⁵² Revue Colombia Plural, otro país, otro periodismo

⁵³ « La guerre est de retour à Buenaventura ou peut-être n'est-elle jamais partie (...) », Ultimas noticias de Buenaventura, 13 juillet 2019. <http://www.semana.com>



5. Les enfants et les jeunes, promoteurs des droits et de la culture de la paix, à Buenaventura

Le paradoxe d'être activiste social à Buenaventura, en Colombie.

Ce qui étonne, ce n'est pas qu'il manque quelqu'un, mais qu'il ne manque personne.

« Promouvoir les droits humains et une culture de la paix en Colombie, où la vie et la dignité humaine sont de moins en moins respectées, où la guerre et les groupes armés illégaux ne disparaissent pas, mais se réinventent et où l'histoire a inspiré des modèles de haine et de mort, est un paradoxe. Sous l'égide du conflit, notre pays s'est transformé en un fleuve de sang au cours des décennies, et la ville de Buenaventura est l'un de ses principaux affluents. Grandir à Buenaventura, c'est être toujours prédisposé au pire. C'est une ville qui confronte deux réalités totalement opposées mais transversales auxquelles on peut s'identifier : la première est celle où les jeunes sont constamment exposés à la consommation de psychotropes, à la menace, à l'extorsion et au meurtre par des groupes armés criminels et à des conditions sociales brutales. L'autre réalité est celle d'une ville résiliente qui a su se développer malgré les difficultés, la ville où les valeurs ancestrales structurent notre vie communautaire, où dans les contextes rural et urbain, nos principes nous poussent toujours à œuvrer pour le bien commun plutôt qu'individuel ; la ville de la solidarité, de l'entraide et du vivre-ensemble, voilà la réalité qui est mienne. Je ne pouvais pas être un promoteur d'une culture de la paix et des droits humains en étant indifférent à ma réalité. C'est là que l'organisation Taller Abierto joue un rôle important pour ma communauté et pour moi. La façon dont ils ont placé cette réalité contre le postulat de la vie m'a permis de m'engager envers l'humain et, c'est ce postulat qui cimente, jour après jour, notre volonté de continuer à travailler à la construction d'une ville et d'une nation meilleures. »

Promoteur des droits et de la culture de la paix
Jeune de 19 ans, de la zone rurale de Buenaventura.

Taller Abierto, de concert avec Terre des Hommes, met en œuvre à Buenaventura une initiative pédagogique psychosociale, guidée par les perspectives de genre, d'interculturalité et de droits, fondée sur l'éducation populaire, à travers laquelle sont encouragées l'autonomisation des enfants, des filles, des femmes et des jeunes et leur auto-organisation pour générer des changements dans leur vie personnelle, familiale et communautaire, dans un cadre de non-violence, culture de la paix, équité et justice.

Le point de départ est le maintien et la valorisation des références culturelles des communautés afro-colombiennes et indigènes, habitants ancestraux du Pacifique colombien. C'est un travail de mémoire et pour la mémoire, de l'identité et pour l'identité, pour que les enfants, les filles, les jeunes et les femmes deviennent sujets de leur propre histoire, dans des environnements familiaux, communautaires et sociaux de protection et de promotion de leurs droits, tant dans les zones urbaines que rurales.

Dans cette optique, Taller Abierto développe des actions de récupération et de transformation des référents culturels des communautés ; formation des enfants, des jeunes et des femmes comme promoteurs des droits et de la culture de la paix ; formation artistique et culturelle ; création de groupes communautaires ; promotion, conseil et accompagnement pour participer et peser dans les espaces de délibération et de prise de décision concernant leurs droits.

Comme en atteste le présent rapport, la situation en Colombie, en particulier à Buenaventura, met une nouvelle fois au défi et invite à redoubler d'efforts pour créer un district plus juste, équitable et égalitaire.



« Taller Abierto m'a ouvert des portes en grand et me les a ouvertes à un moment où j'étais sur le point de faire une énorme erreur que je regrette. »

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix.

L'engagement auprès des communautés se traduit par diverses actions : il s'agit de renforcer les capacités des enfants, des jeunes et des femmes, par des processus de formation, d'auto-organisation, de promotion des acteurs, de leadership, de renforcement des pratiques et initiatives artistiques et culturelles, d'accompagnement d'actions d'influence.

« J'ai appris à ne plus avoir honte, j'ai appris à m'exprimer en public, à visage découvert, sans baisser la tête ».

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promoteur des droits et de la culture de la paix

✓ Connaître ses droits et savoir les revendiquer

Les processus de formation sont développés pour permettre aux enfants de connaître leurs droits, en particulier la façon dont ils sont bafoués, mais également la manière dont ils peuvent être garantis.

« Nous avons appris au sujet du droit à la santé, que lorsqu'un enfant est malade et que personne ne veut s'en occuper, cela pose également problème parce qu'en tant qu'êtres humains, nous devons aussi nous occuper des enfants. Nous avons appris le droit à un nom de famille ; certains parents nous abandonnent et ne nous donnent pas le nom qui nous correspond, ce qui nous touche. »

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix



✓ La mise en place et le développement de pratiques artistiques, culturelles et sportives comme prévention de la violence

La promotion des pratiques culturelles a été considérée comme un élément qui permet des processus de résistance et de pérennité des communautés sur le territoire, mais aussi la prévention de toutes les formes de violence, en particulier contre l'utilisation, l'emploi et le recrutement de mineurs dans les conflits armés. Cette initiative vise, à travers l'identité culturelle, à préserver les dynamiques culturelles propres à chaque communauté.

« Afin d'enseigner aux autres comment reconnaître leurs droits, nous utilisons différentes méthodes, comme le théâtre et la danse. A travers ce mouvement, nous apprenons aux jeunes et aux enfants comment différencier leurs droits et à quoi ils servent. »

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix

« Taller Abierto a changé ma vie de bien des façons : parce que l'organisation m'a permis de changer ma façon de m'habiller, de traiter les autres, et ces changements ont aussi rendu ma mère fière. »

Jeune de la zone rurale de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix

✓ Processus d'auto-organisation et socialisation de ses connaissances dans ses communautés et écoles

La promotion de l'auto-organisation au sein des groupes participants leur a permis d'apporter de plus grands changements dans leurs exercices personnels, familiaux et communautaires, ce qui a considérablement accru le leadership et l'autonomisation d'une part, et permis de prévenir toutes les formes de violence d'autre part. Avec l'auto-organisation, les jeunes et les femmes peuvent générer des actions autonomes qui favorisent la défense et la pérennité du territoire sur lequel ils résident.



« Nous avons pris les photos pour que les gens de la communauté et d'autres personnes autour de nous identifient nos droits, comprennent la façon dont ils les bafouent, et rejettent la discrimination en faveur d'un environnement sain. »

Jeune de la zone rurale de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix

« En tant que promoteurs et promotrices (...), nous enseignons aux enfants ce que Taller Abierto nous a appris ».

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promotrice des droits et de la culture de la paix

✓ Intervention dans des espaces d'influence

Le leadership, l'autonomie et la participation politique ont été développés durant des réunions à travers des scénarios de processus décisionnels. La participation des jeunes et des femmes est par conséquent essentielle pour changer leurs communautés.

« Quand quelqu'un viole nos droits, il faut dire non et savoir comment les revendiquer. »

Jeune de la zone urbaine de Buenaventura,
Promotrice des droits humains et de la culture de la paix

Témoignage d'une Promotrice des droits et de la culture de la paix
Jeune de 18 ans, habitante de l'aire urbaine de Buenaventura

« Une promotrice choisit ce rôle pour tenir des discussions, prodiguer des conseils, faire des activités avec la communauté, les jeunes, les enfants et les adultes. Elle utilise également l'art pour mettre en lumière une problématique qui affecte la communauté. Outre son statut de personne autonome aux yeux des autres enfants, la promotrice agit aussi en cas de violation d'un droit, ce qui aide à prévenir d'autres injustices dans la communauté, etc.

Depuis que je suis promotrice de la paix, ma vie a changé du tout au tout parce que je me suis formée en tant que personne, j'ai renforcé ces faiblesses que j'avais ou que j'ai encore. J'ai pu donner de bons conseils à ceux qui en ont besoin, ma famille se réjouit de ce changement, de voir que même si j'ai été déplacée à Buenaventura pour fuir le conflit, je n'ai pas emprunté le mauvais chemin, celui de la vengeance. Tout ce processus de promotion m'a en partie permis de faire disparaître cette pensée, de devenir une personne aimante, une personne qui promeut la paix, la culture, les droits des autres jeunes, d'autres individus qui vivent ou ont vécu une situation similaire à la mienne. Je pense donc qu'en tant que promotrice de la paix, toutes ces transformations sont positives pour ma vie ».



Les promoteurs et promotrices de la paix : une chanson pour les droits des enfants à Buenaventura

« Nous enregistrons une chanson sur la Convention relative aux droits de l'enfant du monde entier. »

Jeune de Buenaventura, Promotrice des droits et de la culture de la paix

« Nous avons choisi cette chanson pour les droits de l'enfant parce que c'est un appel au gouvernement de garantir et de respecter les droits des enfants en Colombie. »

Jeune de Buenaventura, Promotrice des droits et de la culture de la paix

*« Vous vous levez tôt en entendant nos cris,
Au plus profond de votre âme, vous avez écrit mon nom.*

*Vous vous prétendez gouvernement, vous trahissez le peuple,
Vous ne l'aimez plus, et ça, ça n'a pas de prix.
Vous ne l'aimez plus, et ça, ça n'a pas de prix.*

*Il y a une convention et il faut faire savoir
Que les droits de l'enfant sont énoncés clairement.
Ecoutez-moi bien, je vais vous énoncer les quatre
Principes fondamentaux :*

*Le premier est le principe de NON-discrimination,
L'autre est le principe de participation.
Il y en a un troisième, pardi,
De survie et développement.*

*Il faut changer de trajectoire maintenant,
dans le meilleur intérêt de l'enfant.
J'ai le droit de dire ce que je ressens.
J'ai le droit d'exprimer mes sentiments.
J'ai le droit de penser différemment.
J'ai droit à la liberté de culte.*

*J'ai le droit de rêver.
J'ai le droit de rire.
J'ai le droit d'aimer
Et aussi de vivre.*

*J'ai droit à la santé et à l'éducation.
A un logement décent et des loisirs.
A une nationalité, un nom et à la libre expression.
C'est pourquoi je revendique mes droits
dans cette convention.*

*Nous exigeons ! Vie et éducation.
Nous revendiquons ! Famille et loisirs.
Nous exigeons ! Territoires en paix.
Nous revendiquons ! Respect et bonheur.
Nous exigeons ! Plus de participation.
Nous revendiquons ! Liberté et expression.*

*Vous vous levez tôt en entendant nos cris,
Au plus profond de votre âme, vous avez écrit mon nom.
Vous vous prétendez gouvernement, vous trahissez le peuple,
Vous ne l'aimez plus, et ça, ça n'a pas de prix.
Vous ne l'aimez plus, et ça, ça n'a pas de prix. »*





6. Recommandations

AU GOUVERNEMENT COLOMBIEN



- Veiller à la mise en œuvre intégrale de l'accord de paix signé avec les FARC-EP et au fonctionnement des institutions concernées.
- Adopter une approche différenciée, ethnique et communautaire quant aux mesures de protection des leaders et communautés à risque, en mettant particulièrement l'accent sur la protection des enfants, des jeunes et des femmes, avec des ressources humaines et financières adaptées.
- Garantir le droit de manifester pacifiquement et l'exercice du leadership par les dirigeants sur leur territoire, en garantissant en particulier le droit des enfants, des jeunes et des femmes de participer librement, de se mobiliser dans la paix et de voir leurs propositions et leurs revendications prises en compte de manière systématique.
- Garantir à la population de Buenaventura, en particulier aux enfants, aux jeunes et aux femmes, une vie digne, l'accès à la santé, à l'eau potable et à une éducation de qualité, adaptée aux besoins des territoires et axée sur le développement du droit à la paix. Pareillement, veiller à la protection de la communauté en général, afin d'assurer l'efficacité de tous les accords conclus lors de la grève civique (mai 2017).
- Renforcer la mise en œuvre de la chaire sur la paix et renforcer les stratégies d'éducation pour la paix.
- Respecter, protéger et garantir les droits des enfants, des adolescents et des femmes en Colombie, en particulier dans le district de Buenaventura, conformément aux conventions internationales, et suivre les recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies.⁵⁴

⁵⁴ Alianza por la niñez colombiana, Rapport de suivi sur la mise en œuvre des recommandations du Comité des droits de l'enfant concernant les rapports périodiques combinés IV et V de la Colombie. Enfants victimes du conflit armé. Novembre 2018.

■ En collaboration avec ses partenaires de *Joining Forces*⁵⁵, la Fédération Internationale Terre des Hommes appelle les gouvernements à respecter leurs engagements afin que tous les enfants puissent grandir en bonne santé, recevoir une éducation, vivre à l'abri de la violence et prendre librement des décisions concernant leur vie. Pour ce faire, les gouvernements doivent :

- Réaffirmer l'engagement politique en faveur des droits de l'enfant et suivre sa mise en œuvre
- Investir aujourd'hui pour un avenir durable – les gouvernements doivent allouer des fonds pour soutenir les droits de l'enfant par le biais de services et d'investissements
- Recueillir des données et rendre compte des progrès accomplis. Si on ne les compte pas, on ne les voit pas
- Ecouter et répondre aux besoins des enfants : les gouvernements doivent s'engager en faveur d'une participation significative des plus jeunes et reconnaître les droits des enfants à l'information, à l'association et à l'expression
- Prendre des engagements nationaux. Il s'agit notamment de :
 - Préparer des plans (liés aux Objectifs de Développement Durable) pour le respect des droits de l'enfant
 - Faire face aux menaces telles que le changement climatique et la dégradation de l'environnement : aspects essentiels pour l'avenir des enfants
 - Appliquer les lois pour protéger les enfants de la violence et prévenir les conflits
 - Investir dans la petite enfance et le développement d'une éducation de qualité pour tous.⁵⁶

À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE



■ Exiger le démantèlement des structures illégales et de meilleures mesures de protection, non seulement militaires, mais également étatiques avec une approche globale de la présence de l'Etat. S'assurer que les mesures sont adoptées avec les communautés, qu'elles présentent un caractère différencié et sont adaptées aux cadres de vie des leaders menacés.

■ Condamner le recrutement forcé, l'implication et l'utilisation d'enfants et de jeunes dans les conflits armés et tous les types d'actes criminels et violents.

■ Veiller à la bonne utilisation des fonds alloués à la mise en œuvre de l'accord de paix.

■ Exiger que les établissements d'enseignement publics soient des promoteurs de droits, afin de contribuer à leur diffusion.

■ Veiller à ce que l'initiative Spotlight de l'Union européenne et des Nations Unies associe de manière significative les organisations féministes et de défense des droits des femmes à toutes les étapes du processus décisionnel.

⁵⁵ Joining Forces est une alliance des six plus grandes ONG internationales travaillant avec et pour les enfants de moins de 18 ans pour garantir leurs droits et mettre fin à la violence dont ils sont victimes : Child Fund Alliance, Plan international, Save the Children, SOS Village d'enfants, Fédération internationale Terre des Hommes, World Vision.

⁵⁶ Rapport Une deuxième révolution. 30 ans de droit de l'enfant et un programme inachevé. Publié par Child Rights Now! Une initiative de Joining Forces. Juin 2019. Disponible sur <https://child-rights-now.org/wp-content/uploads/2019/06/Una-segunda-revolucion-ES.pdf>

■ Utiliser les *Neuf exigences fondamentales pour l'application du droit de l'enfant à être entendu*, élaborées par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, pour planifier et surveiller leur participation. Conformément à ces exigences, la participation doit être transparente et instructive, volontaire, respectueuse, pertinente, adaptée aux enfants, inclusive, appuyée par la formation des adultes, responsable, sûre et tenant compte des risques.

■ Continuer d'aider les organisations de la société civile colombienne à renforcer l'accès à la justice et la garantie de non-répétition dans les affaires liées au conflit armé.

À L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES



■ La délégation de l'Union européenne (UE) et les ambassades de ses États membres en Colombie doivent veiller à l'entière mise en œuvre des lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits humains, en particulier les défenseurs des droits des peuples autochtones.⁵⁷

■ Privilégier et garantir le principe de la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains dans toutes les opérations menées par des entreprises européennes en Colombie, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des activités commerciales de l'UE ou des investissements en Colombie. Les procédures de diligence raisonnable doivent respecter une série de critères : indépendance, participation communautaire, transparence et caractère public.

■ Veiller à ce que les entreprises et les institutions financières européennes qui investissent directement ou indirectement dans le pays adoptent des mesures pour se conformer aux normes internationales et nationales en matière de protection des droits humains. Ces mesures seront appliquées en tenant compte de la perspective du genre et des différents aspects de chacune des communautés affectées par les projets.

■ Veiller à l'adoption de politiques et de plans d'action publics globaux conformes aux normes internationales les plus élevées en matière de droits humains, qui garantissent un environnement sûr aux communautés et aux défenseurs des droits humains en Colombie.

■ Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir aux peuples autochtones leur droit à une consultation préalable, libre et éclairée dans toutes les délibérations, tous les programmes, tous les projets, toutes les activités commerciales ou tous les investissements de l'Union Européenne et de ses Etats membres qui peuvent avoir une incidence sur leurs terres, territoires ou ressources naturelles.⁵⁸

⁵⁷ Voir aussi EU-LAT Network/Red de Incidencia, *Recommandations à l'intention de l'UE et de ses États membres pour la protection des défenseurs des droits humains en Amérique latine*, 2019. <https://eulatnetwork.org/es/actualidad/recomendaciones-a-la-ue-y-sus-estados-miembros-para-la-proteccion-de-defensoras-y-defensores-de-derechos-humanos-en-america-latina/>

⁵⁸ Voir le document EU-LAT Network/Red de Incidencia, *Recommandations à l'Union européenne et à ses Etats membres pour promouvoir les droits des peuples autochtones dans leurs relations avec l'Amérique latine*, 2018. <https://eulatnetwork.org/es/eu-lat/recomendaciones-a-la-union-europea-y-sus-estados-miembros-para-promover-los-derechos-de-los-pueblos-indigenas-en-sus-relaciones-con-america-latina/>

■ Pour l'élaboration du prochain Plan d'Action de l'UE pour les Droits de l'Homme et la Démocratie 2020-2024, la Fédération internationale Terre des Hommes recommande au Service Européen pour l'Action Extérieure de :

- Donner la priorité à la protection et à la promotion des droits de l'enfant et à l'élimination du travail des enfants
- Développer le prochain Plan d'Action avec la participation significative et effective des organisations de la société civile, y compris les organisations de défense des droits de l'enfant et, dans la mesure du possible, les enfants qui eux-mêmes travaillent.

À LA SOCIÉTÉ CIVILE

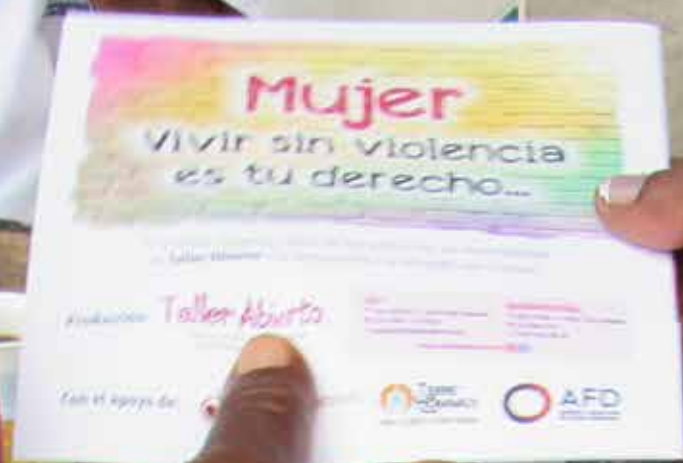
■ Continuer à résister pacifiquement sur le territoire, pour préserver les différents modèles de vie des communautés afro-colombiennes et indigènes.

■ Reconnaître le rôle des enfants, des jeunes et des femmes en tant que promoteurs des droits et de la paix.

AUX ENFANTS ET AUX JEUNES

■ Connaître et reconnaître les propositions et les expériences des promoteurs de la paix comme un engagement pour la construction et la transformation du territoire et le renforcement du tissu social communautaire.





Les organisations partenaires



Taller Abierto est une association non gouvernementale à but non lucratif, socialement bénéfique, fondée à Cali en 1992, dont la mission est « *de générer et de renforcer l'autonomisation des femmes et des jeunes des couches populaires par le développement de processus psychosociaux et pédagogiques guidés par une perspective de genre, d'interculturalité et de droits, contribuant ainsi à l'auto-organisation, à l'auto-gestion et à la dignité de la vie des communautés populaires, dans un cadre de Non-Violence et de Culture de Paix.* »

Taller Abierto a pour but de :

- Promouvoir le renforcement et la transformation des identités et des relations pour l'équité sociale, l'équité entre les sexes, l'interculturalité et la coexistence pacifique
- Développer des programmes et des projets économiques, sanitaires, environnementaux, éducatifs, de recherche et de communication qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des communautés
- Favoriser la promotion et la défense des droits humains, économiques, sociaux, culturels et environnementaux
- Contribuer à la construction et à la consolidation des mouvements sociaux des femmes, des jeunes, des enfants, de l'environnement et des droits humains aux niveaux local, régional, national et international.

Les populations liées aux processus promus par Taller Abierto sont les femmes en situation de vulnérabilité, en particulier les victimes de conflits armés et d'autres formes de violence, ainsi que les enfants, les adolescents et les jeunes dont les droits sont vulnérables.

Présent à Buenaventura depuis 18 ans, Taller Abierto met en œuvre des processus communautaires liés aux domaines suivants :

- Promotion de la santé sexuelle et prévention des IST, du VIH/SIDA
- Promotion de l'équité entre les sexes et prévention de la violence liée au genre
- Formation et assistance pour l'auto-organisation communautaire, la participation citoyenne et l'influence politique
- Promotion des droits humains, conseils juridiques et soutien psychosocial
- Non-violence et culture de la paix.

Renforcer l'autonomisation des enfants, des adolescents, des jeunes et des femmes des quartiers pauvres par le développement de processus psychosociaux et pédagogiques.

Terre des Hommes International Federation

La Fédération internationale Terre des Hommes est un réseau de dix organisations nationales œuvrant en faveur des droits de l'enfant et de la promotion d'un développement équitable sans discrimination raciale, religieuse, politique, culturelle ou basée sur le genre.

Elle estime que les enfants et les jeunes devraient être au centre de toutes les décisions les concernant. Les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant guident ses travaux, notamment l'article 12, qui dispose que : « *Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à sa maturité.* »



POUR LE DROIT À VIVRE DIGNES

Créée en 1963, **Terre des Hommes France** est une association de solidarité internationale reconnue d'utilité publique. D'abord vouée à la protection des enfants victimes de la guerre, elle s'est par la suite engagée dans la lutte contre les injustices et le respect des droits humains. Terre des Hommes France considère que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants ont le droit à vivre dignes. Sa vision d'un développement durable et socialement juste implique le respect des droits humains fondamentaux.

Combattre les violences économiques et sociales, permettre aux plus vulnérables d'avoir la maîtrise de leur vie et de leurs droits.

Terre des Hommes France agit pour vaincre les injustices économiques et sociales aux côtés des populations vulnérables, en particulier les enfants, les jeunes et les femmes, en leur permettant d'exercer leurs droits.

Pour ce faire, elle collabore avec des organisations locales connues de ces populations. Ces partenariats de long terme se basent sur une confiance réciproque pour faire de la participation des personnes victimes de discriminations et de violences le levier du changement : elles sont capables de revendiquer, de faire appliquer leurs droits et de transformer leurs sociétés pour y vivre dans la dignité.

En direct ou à travers des réseaux, comme le Réseau France Colombie Solidarités⁵⁹ et la Red EU-LAT/EU-LAT Network⁶⁰, TDHF agit également auprès des décideurs et des institutions pour que l'application des droits soit garantie.

⁵⁹ Le Réseau France Colombie Solidarités est un collectif non formel et non partisan, composé de 13 organisations françaises de solidarité internationale, qui collectivement agissent à travers un travail de plaidoyer et la mise en œuvre d'action commune pour la promotion des droits humains et la construction de la paix en Colombie.

⁶⁰ La Red EU-LAT, réseau composé de 40 organisations de 12 pays européens vise à promouvoir, avec une perspective de genre, des politiques participatives auprès de l'Union Européenne, et contribuant à un respect intégral des droits humains, la démocratisation et un développement durable en Amérique Latine. <https://eulatnetwork.org>



Organisation Non Gouvernementale indépendante et reconnue d'utilité publique, Terre des Hommes Suisse (TdH Suisse) s'engage pour l'enfance et un développement solidaire depuis près de 60 ans.

Pour l'enfance et un développement solidaire

Son action, menée en Suisse et dans 9 pays en collaboration avec des partenaires locaux qui agissent concrètement sur le terrain, vise à assurer la protection des enfants contre l'exploitation et la violence et à garantir leur droit à l'éducation. Elle permet aux populations vulnérables, en particulier les enfants, de connaître et défendre leurs droits. **Le cœur de sa mission consiste en la promotion de la capacité d'actions des enfants et des jeunes, afin qu'ils soient eux-mêmes des acteurs de changement en faveur des droits de l'enfant et d'un monde plus solidaire.**

Depuis 30 ans, par son programme de Sensibilisation et d'Education à la Solidarité en Suisse, TdH Suisse vise aussi localement à rendre les jeunes acteurs de changement. En effet, depuis sa création, TdH Suisse considère que le travail d'information, de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté et au développement durable en Suisse est indissociable des programmes de développement menés au Sud.

Cette éducation à la citoyenneté touche chaque année plus de 35'000 écoliers, dont 75% des enfants du primaire public genevois. Le département de l'instruction publique de l'Etat de Genève, ainsi que les départements de l'éducation de plusieurs cantons romands, soutiennent ce programme.



Terre des Hommes Allemagne est une association fondée le 8 janvier 1967, indépendante de l'Etat, de l'Eglise et des partis politiques.

Soutien aux enfants

Cette organisation se spécialise dans le soutien aux enfants dans le cadre de la politique de développement. Elle œuvre pour créer un monde de justice et de paix pour tous les enfants d'aujourd'hui comme pour ceux de demain. Ses efforts s'appuient sur les principes fondamentaux des droits humains, de la tolérance et de l'égalité des droits pour tous, quels que soient l'origine, le sexe ou la religion.

Terre des Hommes Allemagne travaille pour un monde qui assure la survie de chaque enfant, dans lequel aucune fille ni aucun garçon ne sont exploités, dans lequel chaque enfant a des possibilités d'éducation et de développement, de justice économique et sociale, dans lequel la paix règne et les conflits sont résolus sans recourir à la violence. Terre des Hommes Allemagne se définit comme un groupe d'action citoyenne composé de personnes du Sud et du Nord qui sont prêtes à travailler ensemble pour réaliser leur vision.

Pour donner un avenir à tous les enfants dans un monde de justice et de paix, Terre des Hommes Allemagne a proposé de soutenir des projets qui visent en particulier à :

- Préserver la survie et la santé des enfants
- Promouvoir l'éducation et la formation professionnelle
- Protéger les enfants contre l'exploitation économique ou sexuelle
- Aider les enfants et leurs familles lorsqu'ils sont victimes de la guerre et de la violence, du déplacement et de la persécution politique, raciale, religieuse ou liée au genre.

Terre des Hommes Allemagne développe 4 stratégies du Programme international : Promotion d'une culture de la paix ; Amélioration des soins psychosociaux et éducatifs pour les enfants, adolescents et jeunes déplacés de force ; Promotion du droit des enfants et adolescents à un environnement sain et durable ; Lutte contre les violations des droits fondées sur le genre.



Terre des Hommes
International Federation



Le présent projet est cofinancé par :



Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement (AFD). Néanmoins, les idées et opinions présentées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.